



Cfdt

CSE Central 4 février 2025

Devoir / pouvoir, telle est la question

france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

*Il y a ce que l'on doit faire, il y a ce que l'on peut faire, et pour la Cfdt, la direction de FTV, elle fait du zèle : **notre liminaire est à lire ICI.***

C'est un rituel, le CSE Central démarre par un point d'actualité sur notre monde (France Télévisions) comme il va, depuis le bureau de la Présidente Delphine Ernotte.

Janvier a été le mois des événements spéciaux et commémorations sur nos antennes : les 10 ans de l'attentat contre Charlie Hebdo, la libération du camp de concentration d'Auschwitz il y a 80 ans, le cinquantenaire de l'adoption de la Loi Veil autorisant l'interruption volontaire de grossesse, les 150 ans de l'Opéra Garnier, ou encore, dans un autre registre, le Gala des pièces jaunes, le Gala des 150 ans du Palais Garnier...

FÉVRIER 2025

Notre offre de création est, selon la Présidente, un succès, et nos mini-séries atteignent des records sur France.tv (« Made in France », « Rivage »), le sport reste une valeur sûre sur FTV, et nous proposons, sur France 5, une nouvelle émission dédiée aux Outre-mer, « C'est pas si loin ».

SUIVEZ-NOUS SUR



Depuis début janvier, ça y est, **la marque commune ICI** pour France 3 et France Bleu est une réalité, puisque Radio France a mis ses antennes locales au diapason et a également adopté le nom « ICI ».

Évidemment, **la situation à Mayotte**, dévastée par le cyclone Chido en décembre, reste un sujet : les équipes sont mobilisées, avec des salariés venus des autres stations du pôle Outre-mer en renfort. Par ailleurs, les droits de Lumni ont été renouvelés pour les programmes scolaires afin de répondre à la demande éducative.

Plus tard, lors des débats, le sujet est abordé à nouveau : la direction a voulu permettre aux salariés de se dégager des préoccupations du quotidien (eau, repas, hébergement). La station travaille, elle dispose d'électricité, d'internet, d'eau. Un état des lieux de la station est en cours (travaux d'étanchéité bâtiment, ouvertures, état du matériel et des outils cf. régie et plateaux radio). Les travaux devraient être terminés d'ici 6 mois. Le bâtiment est endommagé, mais il a bien tenu au vu des circonstances.

Par ailleurs, toutes les stations d'Outre-mer disposent aujourd'hui de plans de continuité d'activité, avec des lits de camps, des solutions d'hébergements à proximité, des gilets pare-balle etc.

Pour venir en aide aux salariés, la direction envisage aussi de venir en aide au CSE de Mayotte : augmenter son budget ASC pour lui permettre de distribuer plus d'aides financières exceptionnelles.



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

À notre question sur la participation de Mayotte, et des autres stations Outre-mer, aux efforts de réduction d'ETP demandés à tous les établissements de FTV, la direction ne répond pas et renvoie à la commission Outre-mer qui se tiendra le 11 février : nous constatons que ces stations sont toutes susceptibles de connaître des tensions (catastrophes naturelles, mouvements sociaux, etc.), et qu'elles ne sont plus armées pour faire face et travailler correctement du fait de la réduction des effectifs qui les touche aussi. Quand ça passe quand tout est calme, ça casse quand il faut faire face à des événements naturels ou à des tensions socio-politiques.

Autre sujet, la « boulette » monumentale sur **FranceInfo** sur la libération par Israël de prisonniers palestiniens qualifiés d'otages a été abordée : il y a bien eu une erreur non intentionnelle d'un journaliste ; le tweet de la directrice de la communication adressé à une députée qui s'offusquait de la qualification d'« otages », annonçant une sanction rapide du journaliste (la Présidente : « elle a commis une erreur, mais pensait bien faire »), a fait réagir sur les réseaux sociaux : un « shit storm » s'est abattu sur la cadre de FTV, qui porte plainte, accompagnée par l'entreprise.

Le positionnement des chaînes de FTV sur la TNT : le retrait de Canal + permet à France 4 d'être, enfin, sur la 4. La chaîne reste sur son positionnement : s'adresser aux jeunes en journée, et tournée vers la culture en soirée. France info passe sur le canal 16 de la TNT, un « bloc chaînes info » est créé.

FÉVRIER 2025

SUIVEZ-NOUS SUR



Mais tout n'est pas rose dans le monde de notre Présidente : la mauvaise nouvelle est tombée, une coupe budgétaire, une de plus, ampute notre financement de 28 millions d'euros. Une coupe qui s'ajoute donc aux - 49 millions déjà prévus et annoncée en fin d'année 2024. Conséquence : le budget, déjà présenté en déficit, sera encore plus dans le rouge. Le déficit se creuse, et ne pourra pas être résorbé si le financement ne suit pas, dans un contexte d'inflation qui augmente les dépenses. Faire des économies ? La direction esquisse ses pistes : diminuer les achats externes, l'achat des programmes, l'achat de productions de flux et de création, alors qu'on pensait pouvoir les augmenter. Faire plus de rediffusion, et un effort soutenu sur la masse salariale.

Et se pose là la question de la recapitalisation de l'entreprise par l'actionnaire, l'État, donc. Et puis, plus que jamais, une question : comment l'État envisage-t-il la suite du financement de l'audiovisuel public ? « L'actionnaire » (la Ministre de la Culture, dont c'est le cheval de bataille quel que soit le gouvernement auquel elle participe !) veut une loi créant une Holding de l'audiovisuel public, et ce avant l'été.

Pour finir, Delphine Ernotte rappelle que l'Arcom a publié son avis sur le COM de l'entreprise et donne un satisfecit à la Présidente quant à sa transformation de l'entreprise. Et l'État, lui aussi, estime – selon la Présidente – que l'entreprise aurait été bien pilotée depuis quelques années. Tout en nous demandant d'engager une démarche plus systématique et pluriannuelle : faire des économies en optimisant les ressources, sans renoncer au cœur de nos missions.

La Fabrique : tensions et conflit social. La Cfdt s'oppose à la suppression de 2 cars de vidéomobile, et s'est engagée, avec la CGT, dans un conflit social. La direction, elle, reste droite dans ses bottes : avant même que le CSE Central ait rendu son avis puisqu'il est consulté sur ce projet, la Présidente annonce que les deux cars seront supprimés.

On ne discute pas, et il n'y a pas d'alternative. Selon Delphine Ernotte, cette décision est définitive et motivée par le fait que l'État ne souhaiterait pas que FTV dispose « encore d'autant » de moyens de fabrication, et par son obligation de rendre des comptes à l'inspection générale des finances. L'IGF et l'État demandent des comptes à la direction. Elle estime avoir, depuis 10 ans, préservé les moyens internes de fabrication, elle souhaite maintenant en améliorer la performance collective, grâce aux évolutions technologiques. Elle affirme qu'« il n'y a pas de changement de modèle », mais qu'« il faut interroger notre manière de travailler, automatiser des tâches, travailler avec moins de personnes ».

La Cfdt s'oppose à cette vision des choses. Pour nous, il s'agit là d'une étape de plus dans le démantèlement de nos moyens internes de fabrication. Pour arriver, à termes, à une entreprise sans fabrication ? FTV, simple éditeur de programmes ? Aujourd'hui, La Fabrique, et demain, à qui le tour ?

Quant à la gestion de ce projet, une fois de plus, la brutalité et l'opacité sont de mise : ce projet est à l'étude depuis mars 2024, sans qu'aucune réunion ou concertation sur le sujet n'ait eu lieu. La direction le dit elle-même, elle a attendu que les JO aient eu lieu pour commencer à dévoiler ses intentions. JO pour lesquels La fabrique a été essentielle dans la fabrication et diffusion des événements sportifs.

FÉVRIER 2025

SUIVEZ-NOUS SUR



Merci les gars, on n'a plus besoin de vous, c'est un peu comme cela qu'on comprend la méthode !

Ce qui nous amène à un autre sujet qui fâche : le respect des accords collectifs signés, qui doivent s'appliquer, qui ne peuvent pas être interprétés à la convenance de la direction ou des encadrements.

La position de la Cfdt est claire : lorsque l'on signe un accord, on s'engage, et cela vaut tant pour les organisations syndicales que pour la direction. Marre de voir que l'encre à peine sèche, les managers opérationnels détournent et contournent les accords à leur gré ! La direction des ressources humaines, la main sur le cœur l'affirme : Il faut appliquer les accords qu'on signe !

Après cette longue introduction, élus et direction attaquent l'ordre du jour de ce CSE C sur une journée, un CSE C de rattrapage en quelques sortes, pour boucler des sujets laissés en rade à la fin de l'année dernière, mais aussi pour aborder des sujets d'avenir sur lesquels nous ne manquerons pas de revenir : par exemple, l'intelligence artificielle.

Intelligence artificielle : Les organisations syndicales demandent toute une négociation, pour fixer le cadre de l'utilisation de l'IA à FTV : Comment l'utiliser, pour quoi faire, etc. Pour fixer aussi le cadre des discussions à venir : quels impacts de l'IA sur nos métiers, nos organisations du travail, nos effectifs et emplois.

La direction, elle, verrait bien une charte – mais nous ne parlons pas de la même chose : les organisations syndicales demandent de la concertation, de l'information, de la négociation !

La direction a constitué un comité de pilotage, qui réfléchit seul dans son coin à tout cela, sans association des organisations syndicales et des salariés. Dommage ! Il est composé des membres du CODIR de la Présidence, et rapporte directement à Delphine Ernotte.



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Rapide état des lieux des projets : L'IA est déjà présente dans tous les logiciels. Chaque mise à jour intègre dorénavant l'IA, et FTV doit former les salariés et les accompagner pour qu'ils comprennent ce qu'est l'IA et comment s'en servir. Des formations sont déjà construites avec l'UFTV sur ce sujet, et 3 modules sont en cours de développement à destination de l'ensemble des salariés (formation allant des bases communes de l'IA jusqu'aux règles d'utilisation à FTV). L'idée est de démystifier les choses avec un lancement courant mars.

Dalet, le système de production de l'info au siège, intègre pour la direction de l'info (depuis novembre 2024) et pour la direction des sports (depuis cet été et les JO) une solution de transcription : c'est une IA, l'outil Wisper, utilisé par 800 salariés aujourd'hui. Cet outil permet de chercher une info dans un texte, par exemple. À noter : toutes les données utilisées sont dans des systèmes fermés propres à France Télévisions.

L'IA pourrait également faciliter la recherche de solution de maintenance. Elle peut aussi permettre d'identifier une image en la taguant avec sa source. Ce tag sera un certificat d'origine, avec un standard C2PA.

FÉVRIER 2025

SUIVEZ-NOUS SUR



Raiponse grandit. Notre chatbot RH, qui a démarré timidement, a beaucoup appris et évolue maintenant grâce à l'utilisation d'une IA générative.

Raiponse apprendra à répondre sur plus de sujets, elle apprendra à faire le lien entre deux questions, elle saura reformuler pour s'adapter aux questions, résumer une réponse, rédiger un contenu (par exemple, un mail à la fonction RH sur les congés). Les données dont dispose Raiponse ou qu'elle peut collecter sont conservées à FTV, et ne sortent pas de l'entreprise. Vous voulez tester la nouvelle Raiponse ? C'est pour mars !

Règlement intérieur : les élus rendent un avis ([à lire ICI](#)).

Prochain CSE Central : 11 et 12 mars 2025

Vos représentants syndicaux Cfdt :

Yvonne Roehrig, Strasbourg ; Majid Bensmail, Malakoff ; Pascal Lefebvre, Lille ;
Jean-Yves Poirier, Guadeloupe ; Christian Vigneau, St Pierre & Miquelon

Nos Délégués syndicaux centraux ▲ ◆ ■ ●

Vous souhaitez nous poser des questions ? Contactez-nous au : 01 56 22 88 21
cfdtgroupe@francetv.fr



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

FÉVRIER 2025

SUIVEZ-NOUS SUR

 [Bluesky](#)

 [Threads](#)

 [Instagram](#)

 [Facebook](#)